L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 20 JUILLET 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

SAMEDI MATIN, 20 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir nos annonces.

Par S. Guitnault, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encouragements, rue Royale—Un terrain dans le Quatrième District, avec bâtisses, fronts la rue Démaclée, ainsi que quatre morceaux de terre situés dans la paroisse Jefferson.

Par M. Bérnett, à la Bourse d'Encan St. Louis, rue St. Louis—Trois terrains dans le Troisième District, bornés par les rues Craps, Esplanade, Kerlerec et Grande Hommes.

Par Voorhies, Auctioneer & Co., à leur salle d'encan, No 38 de la rue de la Vieille Levée — Bottes, souliers et Brodequins.

Par D. E. Morphy, au No 67, rue des Magasins, 50 sacs pois noirs. Articles de chambre.

Par E. M. Montgomery, à sa salle d'encans, 37 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Membres de chambre du Japon. Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Feu! Feu! — Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Un Désintéressement Edifiant.

Qu'est-ce que nous avions dit? Que l'élection des délégués à la Convention du mois d'août, à la Nouvelle-Orléans surtout, serait une petite comédie dont M. Warmoth tiendrait toutes les ficelles. Et voilà que, pour nous donner raison, les clubs dits libéraux, des différents wards, choisissent pour candidats à la délégation des employés nommés par M. Warmoth.

Ces choix ont-ils amené des réclamations de la part des nouvelles recrues du parti libéral, ou le gouverneur a-t-il voulu prendre les devants et faire parade d'un désintéressement magnanime? Nous ne savons au juste. Toujours est-il que M. Warmoth a écrit à M. Oplatek, porté comme candidat dans le premier ward, pour le prier de retirer sa candidature. La lettre est trop curieuse pour que nous ne la reproduisions pas.

Nouvelle Orléans, 18 juin 1872.

Cher monsieur,—J'apprends que vous êtes candidat pour l'élection des délégués à la Convention Libérale qui doit se réunir le 5 août. Je sais que vous avez une popularité bien méritée dans votre ward, et que votre élection, si vous restez candidat, serait certaine; mais je vous demande, comme mon ami et mon partisan, de vous retirer en faveur de quelqu'autre citoyen à qui on ne puisse imputer d'être, en aucune façon, soumis à mon influence. Vous occupez une place lucrative, à laquelle vous avez été nommé par moi; et bien que je sache, comme le savent aussi vos amis personnels que ce fait ne contrôlerait pas votre conduite comme délégué à la Convention, nous en serait-il en apparaissant pas moins comme d'un profit pour décrier notre mouvement et faire tort à notre cause.

J'espère que vous, *ami de mes amis*, tenant un emploi de moi, et favorable à la cause libérale, n'abandonnerez d'assister à la Convention, et que ses délibérations seront entièrement exempts de soupçon qu'elles sont en aucune manière, influencées ou contrôlées par moi ou mes amis.

Je vous prie donc de vous retirer en faveur de quelque autre citoyen, ancien et respectable, qui soit, si c'est possible, un étranger pour moi et qui ne puisse être soupçonné d'être dans mon intérêt.

H. C. WARMOTH.

M. Oplatek s'empresse de répondre à ce touchant appel par la non moins touchante adresse que voici :

Aux citoyens du premier ward.

Ayant été porté, par le premier ward, comme candidat pour délégué à la Convention libérale d'Etat du 5 août, je remercie mes amis du compliment flatteur qu'ils m'ont fait et que les circonstances m'obligent de décliner.

Je a maintes fois porté contre le parti libéral l'accusation que la Convention serait largement composée de fonctionnaires du souverain Warmoth. Etant le premier de cette catégorie qui ait été porté jusqu'à présent, et étant désireux que les éléments qui composeront la Convention représentent véritablement et honnêtement le sentiment du peuple en général, je comprends que vous apprécierez comme moi la nécessité de cette démission.

Respectueusement, etc.,

J. OPLATEK.

N'est-ce pas édifiant? Et, comme le désintéressement est contagieux chez les fonctionnaires, amis et partisans de Warmoth, voilà que les démissions se succèdent. *Le Times* d'hier soir en contient trois, celles de MM. J. M. Murch, H. G. Pearson et M. Lethicque. Les organes libéraux du matin en auront sans doute une douzaine.

Nous ne savons à l'adresse de qui se jouée cette petite comédie. Mais remarquons que toutes ces candidatures d'employés du gouverneur, confirment nos prévisions, que M. Warmoth croit que l'élection d'Oplatek était été certaine, et qu'en fait la prie de se retirer en faveur d'un autre citoyen, ce qui présuppose que M. Oplatek doit être assez influent dans le club de son ward pour faire nommer qui il voudra, c'est-à-dire un citoyen qui, sans être employé de M. Warmoth, ne sera pas moins disposé à voter pour lui.

L'élection des délégués à la convention dite libérale du 5 août, doit avoir lieu samedi prochain. Nous saurons donc demain à quoi nous en tenir sur le caractère de ces élections. M. Warmoth est, paraît-il, certain d'être le candidat de la convention d'août. Nous le souhaitons, car cela tuera cette troisième liste.

Il est impossible que M. Warmoth puisse se faire illusion sur le succès de sa candidature devant le peuple, fut-elle la seule opposée à Kellogg. Nous commençons donc à soupçonner quelque machination machiavélique de la part de ce politique astucieux. Quand même le parti libéral n'enlèverait que 10,000 voix aux candidats de la démocratie réformiste, la perte de ces 10,000 voix peut assurer le triomphe du parti de Grant. M. Warmoth pourra y trouver son compte, mais qu'y gagneront les citoyens qui ont déserté leur drapeau pour se joindre à l'organisation hybride inventée par l'oppresseur de la Louisiane? Voilà ce que nous cherchons vainement à comprendre et ce que nous voudrions bien voir expliquer par ceux qui se jettent aveuglément dans une pareille aventure.

A CHACUN SON LOT.—Dans la liste d'adhésions au parti Libéral, publiée par le *Times*, nous avons été trompés par une similitude de noms sur l'identité de quelques uns des citoyens nommés. Il s'agissait au lieu de M. A. Yorke, de Carroll, membre radical de la dernière législature, du général Zebulon Yorke, de Concordia; au lieu de M. T. G. Davidson, de Livingston, de M. Davidson, de Sabine; au lieu de M. Peter Harper, radical de St. Charles, de M. Harper, de Webster; au lieu de M. Martinez Carr, soi-disant de De Soto, du capitaine Carr, qui est réellement de De Soto; au lieu de M. Hugh Campbell, sénateur et général de milice, de M. Campbell, respectable citoyen de Jefferson.

La notoriété des personnages nommés en premier lieu avait fait supposer qu'il s'agissait d'eux. Le *Times* nous apprend que ce sont ceux de la seconde catégorie qu'il a entendus désigner. Ce sont des démocrates ou des conservateurs entraînés dans le camp libéral par le chant des sirènes warmothistes. Le *Times* désire que nous nommions les citoyens qui, ayant signé l'appel pour la convention d'août, se sont ralliés aux candidats de la fusion. La curiosité de notre confrère sera satisfaite en temps et lieu. Un peu de patience!

LOUISIANE.

Correspondance de l'*Abeille*.

Bayou Lotsworth,
Paroisse Pointe Coupée, 13 juillet 1872.

Les fièvres qui sévissent ici toutes les années ont fait de moi une nouvelle victime, et c'est ce qui, en partie, m'a empêché de vous tracer quelques lignes sur le dernier.

La nouvelle de l'apparition des chenilles vous est sans doute parvenue, et je crois de mon devoir de vous représenter l'état actuel de la récolte sous son jour véritable. Planteur qui-même, il serait dans mon intérêt d'accréditer ces rumeurs, mais je suis forcé de vous annoncer que ces bruits ont été mis en circulation dans le but de faire monter le coton, et d'impressionner le public sur une récolte moindre que celle que nous avons réellement en vue.

Le chenille à herbes, communément appelée grande worm, est ici depuis déjà deux mois, et est connu qu'elle ne s'attaque jamais au coton, et c'est l'espèce qu'on veut faire passer pour celle qui est cette véritable destructrice. Soyez persuadé que si nous étions visité par cet ennemi, je vous en enverrai quelques-unes afin d'éveiller leur présence dans cette section du pays.

Ainsi que je vous l'ai dit dernièrement la récolte de maïs est au-delà de toute comparaison et beaucoup de planteurs se trouvent dans l'obligation de construire de nouveaux greniers.

Je ne comprends d'après l'expédier quelques balles de coton pour votre marché pour le 10 août, du moin prochain.

A vous,

NOUVELLISTE.

[illegible] "Dimanche" sur la route des [illegible] à vendre, à [illegible] de chaînette. Elle se vend au No 163, de la rue du Canal.

Revue des Journaux.

Le [illegible] compare le parti libéral à cette [illegible] queue qui avait la prétention [illegible] le chien, ne voulant pas se soumettre à la règle établie qui veut que [illegible] le chien qui remue la queue. Le parti libéral ne peut être qu'un appendice d'un autre parti, car seul il est insignifiant. Mais au lieu de venir se joindre au grand parti de la fusion, il élève la prétention que ce grand parti vienne se joindre à lui. La queue ne peut pourtant pas remuer le chien, c'est contre l'ordre naturel.

Le *Picayune* relève une autre prétention du *Republican*, celle d'interdire à un citoyen qui désirait en Louisiane depuis 35 ans et qui est un des plus forts pontonniers, de travailler à la construction des ponts, sous prétexte qu'il n'est pas naturalisé.

Dans un autre article, notre confrère explique les raisons qui l'ont amené à soutenir Greeley. Tant que ce candidat n'a représenté que la petite coterie réunie à Cincinnati, le *Picayune* ne s'est pas cru obligé de l'accepter, mais dès qu'il est devenu le candidat d'un grand parti national, purifié par les circonstances, et représentant le droit de self-government, ce journal s'est rallié à cette candidature qui est le symbole du gouvernement fédéral rétabli dans son caractère primitif.

Le Times dénonce la tactique des journaux grantistes qui cherchent à soutenir que Greeley est devenu démocrate afin de lui enlever les voix des républicains. Ce n'est pas répondre que M. Greeley a toujours mis les principes au-dessus des partis et qu'il a toujours été à la fois républicain et démocrate dans le sens élevé, et qu'ainsi les républicains et les démocrates peuvent voter pour lui.

Le Times nie *a priori* par la publication des démissions de MM. Jumel et Boarman, cherche à se tirer d'embarras par le plus misérable des sophismes. Que signifient les démissions des candidats placées dans les mains du comité, sinon l'aquiescement de ces messieurs à tout changement qui pourrait être fait?

Le Republican a découvert que dans ce pays c'est la majorité qui doit déterminer la volonté du peuple. On ne s'en serait guère douté, en Louisiane, depuis quatre ans, car nous y avons vu une petite clique qui désole un Etat et le mettre à rançon sans merci ni pitié. Ce qu'il y a de plus curieux c'est que le *Republican* parle de ces amis comme constituant la majorité démocratique opposée à quelques "last ditchers". Nous ne pouvons que renvoyer ce journal au dictionnaire où on lui sons.

Le National *Republican* est toujours préoccupé de la question des places. Il cherche à décourager les chercheurs d'emplois qui soutiennent Greeley par intérêt, en leur faisant remarquer que les reglements sur le service civil qui seront en vigueur avant le 4 mars prochain, ne permettront pas à Greeley de destituer, pour des raisons politiques, les fonctionnaires nommés par Grant. Il faudra les destituer pour cause d'incapacité. Parfaitement; nous n'avons rien à dire à cela, mais comme *Republican* nous ne voyons pas pourquoi les fonctionnaires fédéraux nommés par Grant n'auraient pas été nommés que pour des raisons politiques et non pour leur capacité, Greeley pourra donner, sans le moindre scrupule, un bon coup de balai pour reconstituer un service civil composé d'hommes compétents et honnêtes sans distinction d'opinion. Le *National Republican* connaît peu les hommes s'il croit que Grant tout, les républicains du Congrès resteront fidèles à sa mémoire; nous pensons, au contraire, qu'ils s'empresseront de se rallier à Greeley, ce qui ne sera pas un des moindres embarras de la situation du nouveau président.

INCENDIE A LA BAIE ST-LOUIS.—Un incendie s'est déclaré à la Baie St-Louis, dans la rangée de maisons nouvellement construites près du dépôt, et trois d'entre elles ont été complètement consumées.

Les vaillants pompiers de la compagnie "Hope Hook and Ladder No. 1" ont fait de leur mieux pour arrêter les progrès de l'incendie, mais n'ont réussi que partiellement.

Voici la liste des pertes :

La maison de M. Bookter, évaluée à $200;

La maison de M. D. B. Seal, occupée par Céline Favre, évaluée à $600;

La maison de M. Pony adon, occupée par le propriétaire et M. M. A. Kuskey, évaluée à $1500.

Ces trois maisons n'étaient pas assurées.

La Quarantaine

Hier matin, les docteurs Warren Stone C. B. White, président du Bureau de Santé, J. P. Davidson, M. F. Bonzano, Hire, A. F. Axson, l'Hon. Jas. Graham, Dr. Mann, l'Hon. J. S. Walton et T. C. Remick se sont réunis dans le salon du maire pour discuter, avec le chirurgien Browne, de l'arrêté, sur l'utilité de la Quarantaine.

Le Dr. Browne a dit qu'il désirait savoir, en consultant les hommes éclairés qui étaient présents, si la quarantaine était utile et réellement préservatrice de la fièvre jaune.

Le D. Warren Stone, que le maire Flanders avait invité à occuper le fauteuil, dit :

Nombre d'années d'expérience m'ont convaincu qu'il y a quarantaine était non seulement inutile mais encore nuisible. J'invoquerai des faits à l'appui de ce que je dis. Quand je vins ici, la fièvre jaune était locale et ne se communiquait pas par les personnes. Elle sévissait, non dans la ville mais sur les navires. L'hôpital était alors dans un marais. On y apportait les malades et pas un de ceux qui s'y trouvaient ne prenaient la fièvre jaune de ceux qui en étaient atteints.

Le Dr. Stone cite l'année 1859 où 40 personnes d'un navire d'émigrants, furent envoyées à l'hôpital avec la fièvre jaune. Personne n'en fut attaqué et ce n'est qu'un mois après que l'épidémie éclata. La période d'incubation de la fièvre jaune est d'environ trois jours, et ceux qui n'en sont pas atteints dans cet espace de temps échappent.

Le Dr. Hunter corrobore par d'autres faits les assertions du Dr. Stone.

Le Dr. White rapporte quelques faits montrant l'isolement de la maladie dans certaines localités. Pendant dernier et décrit l'intensité du poison dans un habit imprégné de la barque sur laquelle le fléau régnait tout d'abord.

Une personne prit la fièvre en octobre. C'était un vieux résidant du Sud qui, n'avait jamais eu la fièvre jaune.

Le Dr. Axson montre l'inutilité de la quarantaine. Il ne parlait pas tout à fait ainsi, quand il était président du Bureau de Santé.

Le Dr. Stone reprend ses arguments et dit qu'on n'a jamais pu prouver que la fièvre jaune vint de ports étrangers. En 1853, un navire de Rio arriva ici et tout l'équipage devint malade, parce qu'on avait amené et détenu le navire dans un lieu infecté.

Il cite plusieurs cas où les passagers de navires, venant de ports dits infectés, n'ont pris la maladie que 18 jours après leur arrivée ici. Il y a plusieurs cas aussi où des passagers venant de navires infectés n'ont pas communiqué le fléau aux villes où on les laissait entrer, notamment à Baltimore et à Memphis. En 1853, le peuple fut alarmé, et l'on établit une quarantaine, mais la fièvre jaune invariablement commençait en dedans du cordon.

Le Dr. Browne dit qu'il désire savoir s'il serait bon que le gouvernement prît le contrôle de la quarantaine à supposer qu'elle fut nécessaire.

M. Graham considère que le gouvernement a déjà fait assez d'empiètements sur les droits des Etats, sans en commettre une de plus.

Le Dr. Browne répond qu'il ne s'agit pas de politique, mais simplement de la question de savoir si un système uniforme de quarantaine ne serait pas une amélioration.

M. Graham dit qu'une grande majorité de résidents du Nord croient que la fièvre jaune est importée, et que beaucoup d'entre eux ne viendraient ici pour quoi que ce soit pendant l'été.

Le Dr. Stone répond qu'il regrette beaucoup de ne pouvoir donner du bon sens à ceux qui en sont dépourvus.

Le Dr. Robertson dit que la fièvre jaune a régné à Boston et à New York 50 ans avant qu'elle fît rage à la Nlle-Orléans.

La conférence est close et le Dr. Browne renvoie les quelques personnes qui ont reçu qu'ils ont jetés sur cette matière importante. Le Dr. Browne continuera à fumer pendant dans le jardin de son hôtel.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La politique fait rage. De tous côtés on n'entend parler que d'organisations et de meetings. Les partis s'agitent; le parti libéral-Warmoth, comme les autres. A bien près que ses chances de succès diminuent, chaque jour.

Une tentative pour la formation d'un Club Libéral, composé de gens de couleur, vient d'échouer honteusement, malgré les efforts et l'éloquence de E. Sloepacker.

Mais M. Warmoth, qui a la volonté de l'ambitieux, ferme les yeux à tous les présages funestes. Contre vent et marée, il cingle de manœuvrer son navire; la barque, à moitié désemparée, fait eau de toutes parts.

Dans quelques jours, à la Convention du parti Libéral-Républicain, nous le verrons démasquer ses batteries et faire feu de toutes pièces. Mais dès à présent, on sait de quelle force il dispose; ses bouches à feu n'inspirent de terreur à personne.

Pour un homme du tempérament de M. Warmoth, cette situation ne doit pas laisser d'avoir ses charmes. Ainsi joueur, un fort d'une partie excitante, prêt de risquer son va-tout sur un coup de dés, sur le rouge de la rouge. Pour tout autre que lui, pareille émotion serait atroce; mais lui, il la savoure avec délices. Question de sensibilité.

Le gouverneur aspire à la re-élection. Dans une réunion préparatoire des membres du parti libéral, on a, dit-on, qui, au lieu de l'avant le ticket que voici :

Gouverneur—H. C. Warmoth.
Lieutenant-Gouverneur—W. F. Blackman.
Auditeur—James Graham.
Avocat-Général—John H. Kennard.
Secrétaire d'Etat—Durant De Ponte.
Surintendant de l'Instruction Publique—E. C. Hancock, du Times.
Maire de la Nouvelle-Orléans — J. B. Walton.
Administrateur des Finances—Ed. Desonde.
Chef de Police—Lucien Adams.
Shérif Civil—D. B. Penn.
Shérif Criminel—Daniel H. Wilson.

N'est-ce pas le cas de rappeler à Son Excellence ce verset du psalmiste :

In vano laboraverunt, qui ædificant eam.

Savez-vous ce que contient les salves d'artillerie tirées, le 4 juillet?

Quatre cents dollars.

Si la ville était assez riche pour payer ..... sa poudre, la somme serait une bagatelle. Mais dans l'état où se trouve le trésor municipal, quatre cents dollars sont un beau denier.

Telle est l'opinion d'un correspondant qui signe : *Economie*, dont la lettre nous est parvenue, hier. Cette opinion est aussi la nôtre. N'est-il pas temps que cela finisse? ajoute notre homme. Et il nous prie de donner à ces *vacas là un petit coup de pattes*.

C'est fait.

En rapportant, hier, dans quelques lignes, sommaires et *currente calamo*, un accident dont a été victime le jeune Robert Lusher, nous n'étions pas certain que ce jeune homme fût le fils de notre estimable ami, M. Robert M. Lusher. C'est avec un regret profond que nous avons dû changer, depuis, notre hésitation en certitude.

Mais en même temps nous avons été heureux d'apprendre que, malgré sa gravité, l'accident n'aura pas les conséquences funestes qui avaient été appréhendées. Le jeune Robert Lusher est hors de danger.

Nos vœux sincères pour son prompt rétablissement.

Le rapport du *New Orleans Times* sur l'affaire de la rue de l'Esplanade diffère en certains points de celui que nous avons publié nous-même. D'après ce rapport, M. Adams aurait stationné devant la grille même de la maison Bienveau. De plus, le premier coup de feu aurait été tiré par lui.

Nous n'avons pas à nous faire personnellement une opinion; mais notre devoir de journaliste, dans une affaire de cette gravité, est de rapporter tous les renseignements que nous pouvons recueillir, fussent-ils contradictoires. L'enquête judiciaire seule peut établir les faits dans leur rigoureuse exactitude.

Aux renseignements additionnels qui précèdent, nous ajouterons celui-ci : M. A. Bienvenu a eu sa jaquette percée d'une balle à la hauteur de la ceinture.

Dans la journée d'hier, on affichait à été fait contre M. Lucien Adams Jr.; mais la triste condition du blessé n'a pu permettre que le mandat d'arrestation reçût son effet.

Au moment où nous écrivons ces lignes, l'état de M. Adams n'a rien perdu de sa gravité. Cependant, à l'âge de ce jeune homme, la nature a en elle-même de puissantes ressources qu'il est toujours permis de conserver de l'espoir.

Si les tentatives d'organisation du parti libéral sont des fours, par contre celle du parti démocratique sont couronnées d'un éclatant succès.

Hier, le Club Régulier du 1ième ward a procédé à sa réorganisation. Plus de six cents personnes ont assisté à la séance. Le colonel G. W. Patt a été nommé président.

En prenant place au fauteuil, le colonel Patt a prononcé un discours extrêmement chaleureux, dont l'auditoire a couvert d'applaudissements les principaux passages et la péroraison. L'orateur a parlé du *New Orleans Times* dans des termes qui seront peu goûtés des rédacteurs de ce journal.

Le club a nommé les officiers suivants :

Président..... Col. E. W. Patt.
Vice-Président..... Col. J. Landry.
Secrétaire..... C. W. Willis.
Marshall..... D. C. Beyrley.
Assistant-Marshall.. G. A. R. Gauthreaux.

Les résolutions ci-après ont été votées à l'unanimité :

Attendu que la Convention Nationale Démocratique de Baltimore a nommé pour Président M. Greeley et pour Vice-Président M. Gratz Brown;

Attendu que les Comités Exécutifs d'Etat du parti démocrate et du parti de la réforme ont proposé aux suffrages des électeurs un ticket en tête duquels se trouvent les noms de MM. McEnery et Jonas;

Résolu que nous nous engageons à soutenir les dites nominations, fédérales et d'Etat.

Résolu que dans le parti démocratique, nous reconnaissons la seule organisation politique qui ait jamais été dans l'avenir à tous les citoyens leurs droits constitutionnels, et qu'en faisant la nomination de Greeley et Brown il a donné une preuve nouvelle de son incontestable patriotisme et de son dévouement au gouvernement constitutionnel.

Résolu que nous invitons cordialement tous les électeurs de ce Ward à s'unir à nous et à nous aider à défaire les républicains, radicaux ou libéraux, qu'ils soient du côté de Kellogg ou du côté de Warmoth.

Le Onzième Ward compte près de deux mille électeurs, presque tous démocrates.

HUITIÈME COUR DE DISTRICT.—M. William Golding a déposé devant cette cour une pétition dans le but d'empêcher le Conseil des administrateurs de la ville de passer une ordonnance autorisant l'acceptation de toute proposition de M. Sylvester Bennett ou de toute autre personne pour l'amélioration ou l'extension des waterworks, ou pour la construction ou l'érection d'nouvelles machines pour cette usine, jusqu'à ce que les autorités municipales se soient conformées à la loi relative à l'adjudication des contrats de ville.

M. Golding, qui est mécanicien et qui est engagé dans des affaires de fonderie, a intérêt à ce que le devis soit annoncé et présenté de manière à appeler la concurrence de tous les industriels de sa profession. C'est ce qui n'a pas été fait selon lui. Cette demande d'injonction vient à l'appui de la protestation dont nous avons parlé il y a quelques jours.

La Cour a ordonné aux défendeurs de délibérer, à l'audience du 29 juillet, les raisons pour lesquelles l'injonction demandée ne serait pas accordée.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT.—L'affaire de Bertin et Capdeville, auteurs du vol commis, l'an dernier, au préjudice de la maison Rockerson et Co, a été appelée à l'audience d'hier. L'avocat-général ayant déclaré qu'il avait déjà un très grand nombre de preuves à fournir, le gouverneur Warmoth a nommé MM. Brougham et Beak pour l'assister dans ses fonctions. En conséquence, M. Brougham se présente à l'audience, et prend place au fauteuil du ministère public.

M. Jos. C. Walker, défenseur de Bertin et de Capdeville, dit d'abord refusé de reconnaître à l'adjoint de droit de se faire assister dans ses fonctions. Le juge Abell étant fait prier l'avocat-général de venir dans le prétoire, ce ministère a exposé l'impossibilité où il se trouvait de diriger dans cette affaire, attendu qu'il doit représenter les intérêts de l'Etat devant la Cour Suprême, et que cette Cour n'est en session dans une paroisse de l'Etat. Le juge Abell a admis le droit de l'avocat-général à la présence supplémentaire.

Deux hommes, nommés James William et John Blackberry, ont été entendus comme témoins à l'appel du vol. Ils ont reconnu Bertin et Capdeville comme étant les hommes qui, le 4 juillet, ont pénétré dans leur magasin et se sont emparés de deux montres et de quelques bijoux. Ils ont reconnu les prévenus à la barre et décrit leur costume.

Le Dr. Hunter, propriétaire de cette montre, a constaté que le vol a été commis par deux hommes, qui étaient venus quelques jours auparavant.

Il avait deviné juste. Se rendant avec un policier de police dans une maison rue Tremé, ils ont surpris Wilson couché et endormi, et ils n'ont pas eu de peine à l'arrêter. Il a avoué et a déclaré avoir donné la montre à une fille du nom de Molly Holly, qui a été également arrêtée par l'officier Stabenrath, pour avoir refusé de rendre la montre, et enfermée avec Wilson, à la station Tremé.

Le jeune voleur ayant démontré son complice, Jeff Mossberry, ce dernier a été arrêté au Nouveau-Bassin, au moment où il partait à bord d'une goélette commandée par un capitaine noir, et conduit à la première station de police.

Tous les objets volés ont été retrouvés, à l'exception de la montre, de la chaîne et de l'argent.

Encore une explosion d'huile de charbon! Hier soir vers neuf heures, une lampe à huile de charbon a fait explosion dans la résidence de M. Patrick Donovan, rue Mandeville entre Dauphine et Casseuvie. Les locataires en ont été quittes pour la peur, heureusement.

L'huile avait été achetée à la grocerie de M. George Houghton, entre Casseuvie et Mandeville.

Mercredi soir, à la clôture de la Foire Catholique d'Alger, c'est le numéro 813 qui a gagné la magnifique machine à coudre de Wheeler et Wilson qui y avait été mise en loterie.—On ne connaît pas encore le nom du propriétaire du billet.

TEMPERATURE.—19 juillet 1872.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	86	28
12 M.	91	33
3 P. M.	93	34
6 P. M.	86	30

EXCURSION SUR LE FLEUVE.—Dimanche, 21 du courant, le beau steamer, à taxes pression, *Pargoud*, partira de son wharf, devant le rue Calliope, pour une excursion de 20 milles en amont du fleuve. L'un train partira de la rue du Canal, sur la Levée, à 4 heures de l'après-midi, pour transporter les passagers au steamer *Francis*. Ils seront de retour en ville à 7 heures 20 m. de l'après-midi. Prix de la course 50 cents. 2

LA MUSIQUE DE LA GARDE RÉPUBLICAINE A CHICAGO.

Nous lisons dans le *Messager Franco-Américain* :

Une dépêche particulière de Chicago nous apprend que la musique de la Garde républicaine est arrivée dans cette ville le 14, à sept heures du soir. Un bal a fait la réception la plus enthousiaste. Une foule considérable remplissait les rues. Les sociétés allemandes de Chicago et les Gardes de Chicago ont reçu les Gardes républicaines à la gare du *Fort Wayne Railroad*. On a formé un cortège précédé de plusieurs corps de musique, et les voyageurs ont été conduits en voiture au Continental Hotel où ils sont descendus.

Les musiciens français doivent être présentés aujourd'hui au maire de Chicago à Trémont House. Il est aussi question, parmi les résidents français, de leur offrir une fête champêtre à Riverside.

Pendant la réception de dimanche, un grave accident est survenu sur le passage du cortège. Un grand nombre d'enfants ont été blessés sous le poids de plusieurs centaines de personnes qui n'étaient groupées sur le trottoir pour mieux admirer la foule. Trois les curieux ont été précipités pêle-mêle au milieu des débris. Nous regrettons d'apprendre que plusieurs d'entre eux ont reçu de graves blessures.

Il est question de faire une surprise aux Gardes républicaines à leur retour à New-York. Une souscription vient d'être ouverte par MM. Prévost, Cognat, Marchand, Dreyfus et Lafon, dans le but d'offrir à chacun des musiciens français, à titre de souvenir, une petite lyre en or pouvant être attachée à la poitrine par un ruban tricolore. Le ruban portera une agrafe avec la date et le nom du donataire.

Il y a tout lieu d'espérer que la souscription marchera rapidement et que l'exécution de ce louable projet ne rencontrera pas d'obstacle.

LE GÉNÉRAL SHERMAN ET LES PRUSSIENS.

Nous avons parlé, dit le *Messager Franco-Américain*, de la visite du général Sherman à Berlin et des affronts qui lui ont été infligés en raison de son sympathies bien connues pour la France. Le *Herald* revient sur cette affaire. Il publie une longue correspondance de Berlin qui entre dans les plus grands détails sur l'impression que le général en chef de l'armée américaine rapporte de la capitale prussienne. Cette correspondance est trop intéressante pour que nous ne lui donnions pas place dans nos colonnes. La voici :

"Berlin, 10 juillet.

"Le général Sherman, qui est arrivé le 7, vient de quitter cette ville en compagnie du lieutenant Grant et du colonel Audenried, se rend à Vienne. J'apprends que l'impression produite par les Allemands ne paraît pas lui avoir été d'autre faveur, il n'a pu s'accoutumer à leur arrogance et à leur air de supériorité, et il s'est déclaré peu satisfait, non-seulement de la réception qu'on lui a faite ici, mais aussi des manières des Allemands en général. Leur frisonnerie lui a paru d'un goût fruste. Tout en reconnaissant, au point de vue militaire, que leur organisation est très-puissante, il n'a pas d'observation sur la vitesse et la ligne se rétablit sans obstacle.

WASHINGTON.

Justification de M. Pickot.

Washington, 19 juillet.—Un M. J. T. Pickot, qui a été un agent des Etats confédérés au Mexique, publie une longue lettre dans laquelle il explique certaines transactions par lesquelles le Trésor lui ont donné la somme de $75,000. M. Pickot déclare n'avoir été employé que comme agent du gouvernement.

Les documents se composent de toutes les archives du département d'Etat du gouvernement confédéré, sans aucune exception.

Les gardoulles de service civil, qui ont pris possession du grand nombre de pièces, ne se sont pas à bringuer la précédente. Le prince de Sa Majesté, le Prince de Galles, qui, le 14 juillet, a été nommé par M. Benjamin, le jour même de l'évacuation. Si l'avait en ces papiers en leur possession, il ne serait jamais brûler vif étiété que de la livrer au gouvernement des Etats-Unis.

Le roi ne sait pas que pas une personne en est sauvée et il n'y a rien de ces papiers dont la lecture n'ait été de la peine; celui de l'honorable Jacob Thompson.

Rapport du bureau de statistique.

Washington, 19.—D'après le rapport du bureau de statistique du mois de juillet, le coton qui a été mis en vigueur, le 1er juillet, a été généralement favorable. Quelques sections avaient souffert de la pluie et du froid, mais il y a eu une seule générale pour la fin de juin et généralement le récolte s'annonce bien. Dans quelques localités, cependant, on trouve que la saison de chaleur sèche tout en ne nuisant pas beaucoup au premier fructionnaire ou diminuer qui est tombé, sont la main. L'occasion n'a pas tardé à se présenter.

La veille du jour où les voyageurs devaient partir pour Vienne, M. Bancroft, qui aimine tant l'empereur allemand et qui aurait pu, il semble, assurer au général Sherman un accueil un peu moins impoli, M. Bancroft reçut une note de ministère des affaires étrangères où il était dit que l'empereur passerait le fondement de quelques régiments en revue, et que si le général Sherman désirait être présenté au souverain, il aurait à se trouver sur les lieux à une heure indiquée. On n'avait pas envoyé l'aide de camp pour accompagner le général; on le laissait courir la chance de ne pas trouver l'endroit indiqué; d'ailleurs, l'invitation ne comprenait pas le lieutenant Grant. Sherman refuse donc un service poli, mais très sec, d'assister à la revue. Je vous laisse à penser si les Allemands ont été scandalisés, terrifiés et indignés de cette audace. Les journaux vont pousser des hurlements lorsqu'ils connaîtront le fait. Refuser d'être présenté au puissant empereur Guillaume et refuser d'une manière si peu respectueuse, voilà un péché irrémissible.

J'ai lieu de croire que le général Sherman saisit volontiers l'occasion d'établir un parallèle entre la réception cordiale que lui ont faite le gouvernement et les autorités de Berlin et celle qu'il a reçue à Vienne et à Pesth.

Le Prince de Galles avait offert un dîner au général en invitant le général de Moltke et deux ou trois officiers d'état-major; mais l'air de supériorité des princes le toilette, qui étaient obligés de venir le dîner, a fait changer de froid le salut avec les hôtes de M. Bancroft.

Le général m'a dit qu'il a fait quelques remarques à ce sujet. Il a ajouté qu'il a rencontré avec le prince Frédéric-Charles, le résultat a été à peu près le même. C'était à un dîner donné par l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, il y a quelques semaines. Le général Sherman fit de son mieux pour entamer la conversation avec Frédéric-Charles, mais il éclata complètement. Le prince se contentait de répondre froidement *oui* et *non* lorsque le général lui adressait la parole. Il a ajouté qu'il n'a pas fait seul tous les frais de la conversation, il a préféré ne plus rompre le silence." Après le dîner, raconte Sherman, lorsqu'on fut rentré au salon, le prince Frédéric Charles était assis près de moi; il avait deux pipes à la main, et il venait d'en allumer une. Je n'ai pas pu, cependant, m'empêcher de me passer de m'en offrir, sans doute parce qu'il est contraire à l'étiquette allemande pour un plébéien de fumer la pipe en présence d'un prince allemand. Je n'aurais pu fumer si le lieutenant Grant n'avait pas traversé le salon pour me donner un cigare. Je n'emploie que rarement la pipe, mais je déclare que si j'en avais eu une sous la main, je me serais donné le plaisir de l'allumer pour braver l'étiquette allemande." Le général Sherman reconnaît le talent militaire de Frédéric-Charles; il ne doute pas que sa réputation de soldat ne soit méritée; mais il déclare que c'est l'être le plus prétentieux qu'il ait jamais vu.

"La froideur des autorités de Berlin à l'égard du général ne devait pas effacer l'impression favorable produite sur lui par Frédéric-Charles. Dans toutes les capitales européennes où Sherman a séjourné, le lieutenant de la guerre a toujours été un aide de camp à sa disposition pour le guider, pour l'accompagner partout, afin que son séjour lui fut aussi agréable que possible. Dans ces conditions, le général et ses compagnons de voyage se sont rendus à Postdam, mais on a refusé de leur laisser visiter le parc parce que l'empereur avait des visites.

"Tout cela a porté le général Sherman à penser qu'il pourrait aussi tomps s'il cherchait à nouer des relations avec les chefs militaires. Comme il n'est pas d'humeur pétulante, il a mentité résolu de leur rendre affront pour affronts et de faire une impolitesse au premier fonctionnaire ou dignitaire qui lui tomberait, sous la main. L'occasion ne pas tardé à se présenter.

"La veille du jour où les voyageurs devaient partir pour Vienne, M. Bancroft, qui aimine tant l'empereur allemand et qui aurait pu, il semble, assurer au général Sherman un accueil un peu moins impoli, M. Bancroft reçut une note de ministère des affaires étrangères où il était dit que l'empereur passerait le fondement de quelques régiments en revue, et que si le général Sherman désirait être présenté au souverain, il aurait à se trouver sur les lieux à une heure indiquée. On n'avait pas envoyé l'aide de camp pour accompagner le général; on le laissait courir la chance de ne pas trouver l'endroit indiqué; d'ailleurs, l'invitation ne comprenait pas le lieutenant Grant. Sherman refuse donc un service poli, mais très sec, d'assister à la revue. Je vous laisse à penser si les Allemands ont été scandalisés, terrifiés et indignés de cette audace. Les journaux vont pousser des hurlements lorsqu'ils connaîtront le fait. Refuser d'être présenté au puissant empereur Guillaume et refuser d'une manière si peu respectueuse, voilà un péché irrémissible.

"J'ai lieu de croire que le général Sherman saisit volontiers l'occasion d'établir un parallèle entre la réception cordiale que lui ont faite le gouvernement et les autorités de Berlin et celle qu'il a reçue à Vienne et à Pesth.

"Le Prince de Galles avait offert un dîner au général en invitant le général de Moltke et deux ou trois officiers d'état-major; mais l'air de supériorité des princes le toilette, qui étaient obligés de venir le dîner, a fait changer de froid le salut avec les hôtes de M. Bancroft.

"Lorsqu'il s'est rencontré avec le prince Frédéric-Charles, le résultat a été à peu près le même. C'était à un dîner donné par l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, il y a quelques semaines. Le général Sherman fit de son mieux pour entamer la conversation avec Frédéric-